



INCIDENCE POLITIQUE

TIP-FREE ZONE TTIP-FREE ZONE

FREE ZONE



**NOS ACTIONS,
ARRIVENT-ELLES À FAIRE
CHANGER QUELQUE CHOSE ?**

INTRODUCTION

Pour nous tous qui nous impliquons dans des actions citoyennes, dans des processus de participation, on se pose souvent la question de savoir ce que produit toute cette énergie dépensée : parfois, avec désespoir, en ne voyant rien bouger ; parfois, avec enthousiasme, quand on souligne des avancées, quand on voit des changements, des conquêtes...

On s'est intéressé au terme "**incidence**" car il permet d'approcher la réalité de façon plus nuancée que simplement affirmer "ça stagne" ou "ça avance". C'est au contact de projets latino-américains que nous avons entendu cette notion, souvent utilisée pour souligner ce que cherche ou peut générer une action. Du coup, nous avons commencé à l'approfondir dans nos contextes et actions citoyennes... et cela semble en intéresser plus d'un, surtout quand on lui adjoint le qualificatif "**politique**".

Dans ce texte, on se saisira d'abord du sens du terme "**incidence**" et on le mettra en perspective avec différentes approches et contextes, y compris au niveau d'actions de terrain. Ensuite, on analysera plusieurs expériences pour mettre en lumière leurs résultats et potentiels d'incidence. Enfin, on abordera les questionnements et éclairages que ces analyses apportent dans nos pratiques.



Periferia aisbl

Rue de la Colonne, 1
1080 Bruxelles
contact@periferia.be
+32 (0) 2 544 07 93
www.periferia.be

Rédaction : Periferia aisbl

Conception graphique : Lisa Gilot

Impression : Albe de Coker

Illustrations : Adeline Guerriat

Photographies : Julien Bauwens (couverture, p.2, 29 et 39), TTIP Game Over (pages 5, 10, 24, 28), RECTCSOH/Honduras (pages 15, 17 et 41), MNLM / El Salvador (pages 18), Ciudad Alternativa / Rép. Dominicaine (pages 21 et 23)

1^{ère} édition - 2016

Toute reproduction autorisée et encouragée sous réserve de citer la source



SOMMAIRE

4 Le sens de l'incidence politique

La participation inscrite dans une perspective de transformation
Pourquoi parler d'incidence alors qu'il existe déjà des termes similaires... ?
Une incidence qui doit être politique
Vers de la transformation sociale

14 A la lumière de plusieurs expériences

Les commissions de transparence au Honduras
Le comité national face aux entreprises minières du Salvador
Concertation pour l'aménagement des abords du fleuve Ozama et de la rivière Isabela à Santo Domingo, République Dominicaine
Mouvements citoyens et pression politique contre l'accord de libre-échange CETA

30 Eclairages et questionnements pour nos pratiques au regard de ces expériences

Les différents "champs" de l'incidence politique
D'autres sphères stratégiques à identifier
L'incidence : de qui ? et avec qui ?
A quel(s) moment(s) : en amont, pendant, en aval ?
Et avec quelles attitudes ?

38 Une invitation pour la suite

LE SENS DE L'INCIDENCE POLITIQUE

LA PARTICIPATION INSCRITE DANS UNE PERSPECTIVE DE TRANSFORMATION

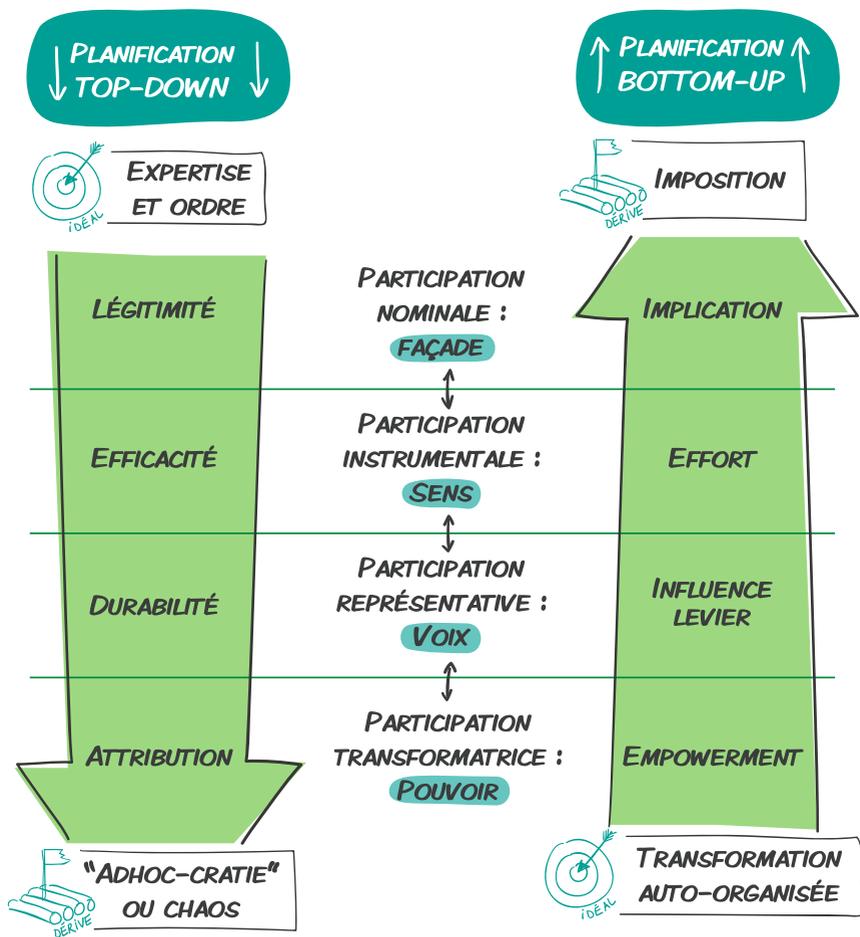
Pour approcher la notion d'incidence, il nous semble important de voir comment celle-ci est en lien et en perspective avec la participation. Le terme "participation" fait appel à de nombreux champs et réalités. Dans l'approche qu'en a Periferia, la participation est pensée comme une démarche au service d'un processus de transformation.

En effet, la participation n'est pas simplement une modalité mise en œuvre dans le cadre d'un projet. Elle constitue en soi une autre manière d'envisager les relations entre les acteurs, les perceptions des uns et des autres, les modes de construction des décisions. Autant de niveaux de transformation que Sarah White met en avant dans son article sur les formes et fonctions de la participation dont un extrait est repris dans l'encadré de la page 7.

Le lien entre participation et transformation n'est pas toujours automatique ; pourtant, c'est bien cette perspective de la participation qui anime Periferia depuis bientôt 20 ans. Du coup, c'est pour préciser davantage cette intention de changement qu'aujourd'hui nous parlons d'une participation capable de générer des transformations multiples. Mais alors, comment s'enclenche cette transformation ? qui la porte ? quels en sont les leviers et les freins... ?

Dans cette réflexion, la notion d'incidence, si couramment utilisée dans les pays d'Amérique latine, nous semble répondre pleinement à cette perspective de transformation et offrir une porte d'entrée intéressante. Elle permet de voir en quoi les actions de participation menées arrivent à faire bouger les relations, les modes de faire, les perceptions des uns et des autres...





LES FORMES ET FONCTIONS DE LA PARTICIPATION

Sarah White distingue quatre formes de participation : nominale, instrumentale, représentative et transformatrice. Elle explique que chaque forme a des fonctions différentes et affirme que les acteurs "au sommet" (plus puissants) et "à la base" (moins puissants) en ont des perceptions différentes, mais également des intérêts pour chaque forme.

- * **La participation nominale** est souvent utilisée par des acteurs plus puissants pour légitimer des plans de développement. Des personnes moins puissantes s'y engagent avec le désir de se sentir incluses. Mais c'est à peine plus qu'une intention et cela n'entraîne pas de grand changement.
- * **La participation instrumentale** considère que la participation de la communauté est utilisée comme moyen pour atteindre un objectif déterminé : souvent l'utilisation efficace des compétences et connaissances des membres de la communauté pour la mise en œuvre du projet.
- * **La participation représentative** consiste à donner aux membres de la communauté une voix dans le processus de prise de décision et de mise en œuvre des projets ou des politiques qui les affectent. Pour les plus puissants, la participation représentative augmente les chances que leur intervention soit durable. Pour les moins puissants, elle peut offrir une chance de levier.
- * **La participation transformatrice** entraîne l'empowerment des personnes impliquées et, par conséquent, modifie les structures et les institutions qui mènent à la marginalisation et à l'exclusion.

Le travail de Sarah White nous aide à réfléchir aux agendas cachés et aux relations dynamiques entre les acteurs les plus et les moins puissants. Discuter des différences ou des compatibilités entre les intérêts de "bas en haut" (bottom-up) et de "haut en bas" (top-down) peut conduire à une meilleure compréhension des politiques de participation. Les acteurs "d'en haut" peuvent parler de participation, mais ont l'intention de maintenir le statu quo. Ce n'est que dans la "participation transformatrice" que les détenteurs de pouvoir sont solidaires avec les moins puissants pour prendre des mesures et construire les décisions. Sarah White souligne que ce cadre doit être considéré comme quelque chose de dynamique, et qu'une intervention peut inclure plus d'une forme de participation.

Source: Two perspectives on participation in urban planning (adapté par Ari-Veikko Anttiroiko dans City-as-a-Platform: The Rise of Participatory Innovation Platforms in Finnish Cities à partir de White, S.C. Depoliticising development: The uses and abuses of participation. Dev. Pract. 1996, 6, 6-15)

**POURQUOI PARLER D'INCIDENCE
ALORS QU'IL EXISTE DÉJÀ DES TERMES SIMILAIRES... ?**

En passant au crible les différents termes qui permettent de voir ce que produisent nos actions, nous sommes bien sûr tombés sur d'autres notions, plus habituelles. Celles-ci nous sont toutefois apparues comme insuffisantes pour ce que nous voulons analyser, ou alors trop connotées.

RÉSULTATS
INFLUENCE
CONSÉQUENCES
BOUGER LES LIGNES
NOUVELLES POLITIQUES
**ÇA SERT À QUOI TOUT
CE QU'ON FAIT ?**
TRANSFORMATION
IMPACTS
CONSCIENCE
NOUVELLES ATTITUDES
CHANGEMENT
EFFETS

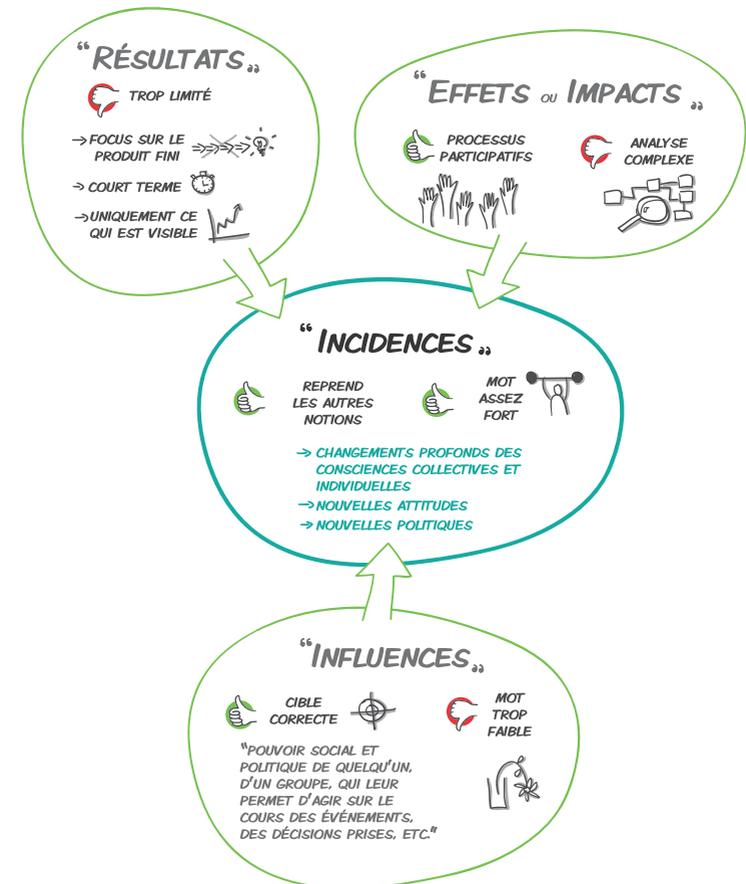
L'utilisation du terme "résultats" par exemple reste bien trop limitée par rapport au souhait de souligner ce que génère une action : ils pointent souvent le produit fini en oubliant les effets du processus en lui-même. D'autant plus que les résultats sont souvent associés à du court terme, du quantitatif et reflètent la plupart du temps des éléments visibles, alors qu'on est à la recherche d'éléments subtils qui ne s'expriment pas toujours sous la forme habituelle donnée aux résultats.

Il y a aussi les termes "effets" et "impacts", voire "bénéfices", largement présents dans la littérature sur l'évaluation. Ils sont importants et permettent aussi de contribuer à l'identification de ce que produisent les processus participatifs, mais ils font souvent appel à une démarche d'analyse complexe, parfois technocratique. Tout cela a tendance à nous distancer de ces notions, même si, par ailleurs, nous tentons d'encourager une meilleure appropriation citoyenne de ces termes et méthodes (pour les approfondir, voir la publication "L'évaluation partagée donne du sens", 2013 - disponible sur le site de Periferia, onglet Méthodes / Publications).

Le mot "influence" s'approche bien davantage de ce que l'on cherche à faire émerger dans la mesure où il souligne clairement le "pouvoir social et politique de quelqu'un, d'un groupe, qui leur permet d'agir sur le cours des événements, des décisions prises, etc." (Larousse). Pourtant le terme ne nous semble pas encore assez fort par rapport à l'ampleur de ce que nous souhaitons exprimer et approfondir.

En effet, il y a l'envie et la volonté d'arriver à un changement plus profond qui touche la conscience individuelle et collective, qui se traduit par de nouvelles attitudes, parfois par de nouvelles politiques.

Nous en sommes donc arrivés au terme "incidence", fréquemment rencontré dans les pays sud-américains pour identifier des changements obtenus par de nombreuses initiatives citoyennes. Dans ce terme "incidence", on retrouve l'ensemble des notions abordées ci-dessus à des doses variables. D'ailleurs, une recherche dans le dictionnaire Larousse montre l'origine en latin (incidere, arriver) et propose la définition suivante : "répercussion plus ou moins directe de quelque chose, conséquence". Or, c'est exactement cela que l'on cherche à identifier.



DÉFINIR ENSEMBLE LE TERME D'INCIDENCE

Periferia a invité des personnes engagées dans différents types d'actions citoyennes et territoires pour explorer ensemble ce terme. Les échanges ont montré que la plupart se reconnaît dans le terme "incidence politique".

Nous avons partagé différents aspects évoqués par ce terme :

- * « l'impact de nos actions »
- * « la capacité du citoyen à se faire entendre des politiques et à peser sur les décisions »
- * « une forme d'influence... »
- * « l'incidence citoyenne »
- * « une action qui laisse une trace à plus long terme »
- * « mais aussi, des effets non attendus »
- * « ça permet de recréer le lien citoyens-élus »
- * « c'est prendre conscience du regard de l'autre, des rapports de force »
- * « l'incidence, c'est plus ample que l'impact »
- * « l'incidence amène du sens, des valeurs »
- * « en fait, ce sont des petites graines qui ont un impact plus tard, à plus long terme »

Toutes ces manières d'exprimer l'incidence politique transmettent la richesse de la réflexion, mais aussi l'importance d'approfondir collectivement ce besoin de transformation sociale et de percevoir les pas franchis à différents niveaux.

UNE INCIDENCE QUI DOIT ÊTRE POLITIQUE

Le terme d'incidence est souvent utilisé dans le domaine de l'aide au développement. De nombreuses ONGs des pays européens soutiennent des initiatives locales dans les pays du Sud. Financés sous la forme de projets, il s'agit souvent d'une goutte d'eau face à l'ampleur des problèmes. Par exemple, en soutenant l'action d'une coopérative de recycleurs à São Paulo, il est clair que cela permet d'encourager une initiative intéressante et importante, sans toutefois résoudre la problématique de l'insalubrité et de la gestion des déchets à large échelle !

Du coup, le principe souvent utilisé pour amplifier l'effet du projet est d'intégrer au financement des mesures qui visent à reproduire le même type d'action à plus grande échelle, cette fois en cherchant à mobiliser des financements nationaux. Et cela passe habituellement par un travail sur le cadre légal et les politiques publiques qui cherchera à garantir la reproduction du projet pilote, de l'action emblématique.

Cette référence aux projets mis en place grâce à de l'aide internationale n'est pas très éloignée de ce que nous vivons dans le contexte européen au travers de multiples projets et initiatives. Souvent, des démarches initiées localement cherchent à se multiplier et s'élargir. Et, pour ce faire, on pense d'abord à une incidence sur les politiques publiques qui, par le biais de législations, décrets, règlements... permet de reconnaître et imposer des modes de faire.

Pourtant, même si les politiques publiques sont importantes, force est de constater que ce n'est pas le seul chemin et moyen pour permettre la diffusion et l'essaimage des pratiques. Il serait en effet dangereux de croire que la séquence "action pilote ⇒ incidence sur les politiques publiques" est la seule existante et est efficace à elle seule. Il nous faut élargir notre champ de vision si l'on cherche à avoir une incidence sur la société.

Élargir à la société semble avoir du sens, puisque généralement, la plupart des actions sont mises en place au départ d'une situation problématique et/ou conflictuelle qui démontre que quelque chose ne fonctionne pas bien dans la société. Le besoin de changement peut concerner une situation spécifique (en lien avec un territoire ou un public spécifique) ou alors un mode de fonctionnement, une manière de vivre ou d'établir les relations avec les autres, dans la société en général.

Vue sous cet angle, on approche clairement la notion de politique, prise dans son sens plus large, à savoir l'organisation de la société qui « **porte sur les actions, l'équilibre, le développement interne ou externe de cette société, ses rapports internes et ses rapports à d'autres ensembles. La politique est donc principalement ce qui a trait au collectif, à une somme d'individualités et/ou de multiplicités.** » (Source : Wikipédia)

C'est dans ce contexte que la notion d'incidence politique prend tout son sens puisqu'elle aborde différentes facettes de la vie collective. Il ne s'agit donc pas seulement d'un résultat spécifique à atteindre, mais d'un ensemble d'éléments qui, de manière articulée, participent à un processus de transformation sociale.

VERS DE LA TRANSFORMATION SOCIALE

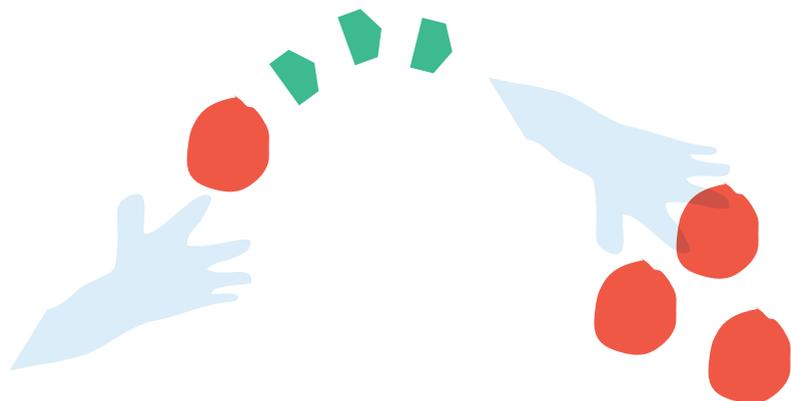
«L'incidence politique comme processus pour générer de la transformation sociale.»

Dans les pages suivantes, quatre expériences d'ici et d'ailleurs sont présentées. Pour chacune d'elles, nous avons cherché à mettre en évidence les formes et niveaux de transformation sociale qu'elles ont atteints.

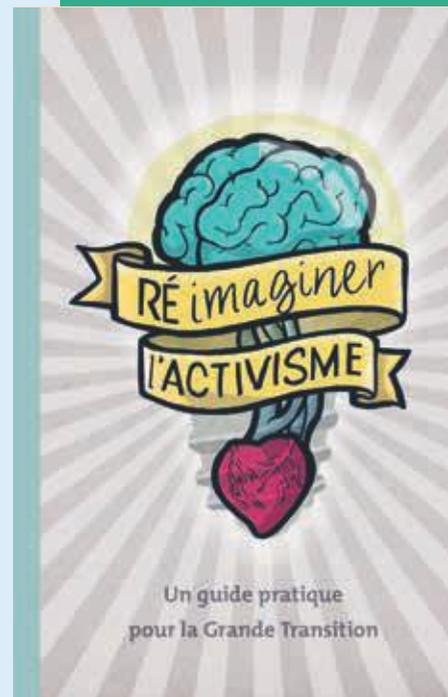
Sans prétendre faire le tour de la question dans le cadre de cette analyse, nous abordons la notion de transformation sociale comme des changements inscrits dans trois niveaux :

- * au niveau des **relations entre les acteurs**, dans une perspective de meilleurs équilibres et d'une plus grande justice ;
- * au niveau des **perceptions des uns vis-à-vis des autres**, afin d'arriver à ne pas s'enfermer dans des étiquettes figées ;
- * au niveau des **modes de fonctionnement collectif**, et notamment des prises de décisions, afin d'arriver à une démocratie plus égalitaire.

C'est donc dans ces différentes dimensions de la transformation sociale que s'inscrit l'incidence politique. Elle permet de déceler en quoi les démarches participatives menées arrivent à faire progressivement évoluer les relations, les perceptions et les modes de fonctionnement collectif.



RÉ.IMAGINER L'ACTIVISME



«Ré.imaginer l'activisme – guide pratique pour la Grande Transition» a été élaboré par SMART CSOs Lab avec environ 200 agents de changements ou activistes d'organisations de la société civile. Ils ont réfléchi à leurs apports à la transformation nécessaire pour faire face aux différentes crises que nous vivons.

Ce guide montre la nécessité d'un changement intégral, et non pas sectoriel, dans le sens de *“considérer la totalité du système incluant toutes ses composantes et les relations entre elles”*. Il propose une approche systémique qui nous oblige à questionner nos pratiques.

Par exemple, il nous aide à déconstruire les logiques et met en exergue les pièges de certains combats, en soulignant parfois combien des campagnes peuvent être contre-productives à long terme et porteuses de valeurs intrinsèques allant à l'encontre des objectifs poursuivis. Au-delà d'éléments d'analyse, ce guide propose de repenser l'activisme de manière systémique et les différents rôles pour y arriver.

Cela passe notamment par ré.imaginer nos organisations pour entamer le changement, mais aussi nous ré.imaginer nous-mêmes en tant qu'activistes, de même que ré.imaginer les financements.

Ce guide, très accessible et très motivant, insiste sur le *“besoin d'expérimenter à partir d'une grande diversité d'idées, d'approches et de politiques”*.

Accès via <http://smart-csos.org/publications>

À LA LUMIÈRE DE PLUSIEURS EXPÉRIENCES

Nous avons choisi de comparer trois expériences latino-américaines qui permettent d'éclairer cette approche multiple de l'incidence politique :

- * les commissions de transparence au Honduras ;
- * le comité national face aux entreprises minières du Salvador ;
- * le processus de concertation pour l'aménagement des abords du fleuve Ozama et de la rivière Isabela à Santo Domingo en République Dominicaine.

Il nous a semblé intéressant d'analyser en parallèle la démarche menée en Belgique en 2016 autour des mobilisations citoyennes contre l'accord de libre-échange du CETA entre l'Union Européenne et le Canada.

Pour chacune de ces quatre expériences, nous donnons quelques éléments de contexte et soulignons plusieurs aspects qui constituent les pierres angulaires pour l'incidence politique.

LES COMMISSIONS DE TRANSPARENCE AU HONDURAS

L'HISTOIRE D'UNE SOCIÉTÉ CIVILE QUI SE SOUCIE DE L'UTILISATION DES RESSOURCES PUBLIQUES

Dans un contexte de reconstruction après l'ouragan Mitch au Honduras en 1998, la remise de la dette du pays en 2002 a généré l'arrivée d'importants montants dans les communes du pays destinés à des investissements pour la population. Mais les pays "donateurs" y ont mis une certaine exigence : que la société civile puisse veiller à la bonne utilisation de ces ressources financières dans des projets portés par les municipalités. C'est de cette façon qu'ont été mises en place les premières commissions de transparence.

Depuis cette époque, les commissions ont toujours été composées de personnes de la société civile, même si - à leurs débuts - il y a eu plusieurs cas de désignation de la part de certains élus locaux. Selon les communes, les commissions ont plus ou moins bien fonctionné, certaines organisant même des visites sur le terrain pour vérifier le bon déroulement des chantiers de construction et l'utilisation de matériaux adéquats.

Au fil des années, même si l'apport des ressources d'origines internationales était moindre dans les caisses municipales, de nombreuses commissions existantes se sont organisées collectivement pour obtenir leur reconnaissance légale dans le cadre de la loi des communes de 2009 (décret n°134-90, art 59). L'association des maires, ainsi que le président de la commission des affaires communales du Congrès, ont joué un rôle fondamental de soutien à cette initiative.

Cette reconnaissance légale des commissions citoyennes de transparence les définit comme des organisations locales qui réalisent un contrôle - y compris sous la forme d'audits sociaux - par rapport aux dépenses publiques et formulent des recommandations pour améliorer l'utilisation des ressources publiques. De même, le cadre légal en précise la composition : les membres, tous bénévoles, proviennent de la société civile et sont élus pour 3 ans. Elles comptent entre 5 et 11 membres et sont reconnues officiellement par les autorités locales.



Visite sur le terrain d'une commission pour contrôler la qualité d'un chantier

Pour arriver à développer leurs responsabilités, elles mettent en place un important programme de formation afin que leurs membres puissent analyser les dépenses et élaborer des recommandations.

Les commissions citoyennes de transparence contrôlent, notamment, le transfert des 5% de budget provenant du niveau départemental vers les communes, veillent à la bonne utilisation du budget d'investissement (voiries, construction d'écoles...), vérifient la qualité des repas dans les écoles communales, etc. Selon les cas, des commissions d'une même province se réunissent pour analyser l'application des politiques d'éducation ou d'aide sociale ; elles adressent également des recommandations à la Cour Supérieure des Comptes.

Un bilan de cette démarche montre des formes d'incidence politique à différents niveaux :



- ▶ RECONNAISSANCE LÉGALE DES COMMISSIONS
- ▶ POLITIQUE NATIONALE D'AUDITS SOCIAUX
- ▶ DÉFINITION D'UNE MÉTHODOLOGIE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES AUDITS SOCIAUX



- ▶ RECONNAISSANCE OFFICIELLE DES COMMISSIONS DE TRANSPARENCE (NOTAMMENT LORS DE LEUR INVESTITURE)



- ▶ DIVERS ESPACES DE DIALOGUE ENTRE GOUVERNEMENTS, SOCIÉTÉ CIVILE ET COOPÉRATION INTERNATIONALE



- ▶ APPRENTISSAGE DE L'ANALYSE DES COMPTES PUBLICS
- ▶ CAPACITÉ COLLECTIVE DE QUESTIONNER LES INVESTISSEMENTS PUBLICS (Y COMPRIS LEUR QUALITÉ)

CLÉS POUR L'INCIDENCE POLITIQUE

L'expérience montre plusieurs éléments qui ont été centraux pour arriver à une incidence politique :

- * **Profiter de la conjoncture**, notamment en s'appuyant sur les exigences des gouvernements étrangers et institutions internationales pour créer une opportunité dont s'est saisie la société civile.
- * **Développer une culture de la transparence** au sein de la société civile au fil du temps, notamment en montrant des résultats des audits sociaux (des projets et politiques questionnés/modifiés) et en prenant le temps et les moyens pour la formation des membres des commissions.
- * **Se mettre en capacité de formuler un article de la loi** pour la reconnaissance officielle des commissions de transparence, mais aussi d'arriver à **établir le dialogue avec des instances politiques** (dans ce cas-ci, avec l'association des maires et la commission au sein du Congrès) afin de faire approuver la loi.
- * **S'organiser sous la forme d'un réseau** de commissions de transparence au niveau régional, mais aussi à certains moments à l'échelon inter-régional ou national pour mener des audits collectifs (comme ce fut le cas pour le programme national "Bono 10.000", forme d'allocation sociale du gouvernement central).

LE COMITÉ NATIONAL FACE AUX ENTREPRISES MINIÈRES DU SALVADOR

UN MOUVEMENT CITOYEN QUI REFUSE DE SE LAISSER ENVAHIR

Dans un pays disposant de minerais, il est assez habituel de voir des entreprises privées multinationales à l'affût de leur exploitation : c'est le cas de la Pacific Rim Mining Corporation faisant partie de l'Ocean Gold qui souhaitent extraire des minerais des mines de métaux au Salvador. L'actuel gouvernement – et plus particulièrement le président Salvador Sánchez Cerén – se positionne en faveur d'un travail sur l'environnement, alors que le pays est aux prises avec d'importants enjeux économiques et de lutte contre la violence. Le président a notamment mis en place un Conseil National pour le Développement Durable (CONASAV) avec une large diversité d'acteurs publics, privés et de la société civile.

Actuellement, le pays traverse une grave crise en termes d'accès à l'eau, due à une mauvaise gestion des ressources hydriques et causant d'importantes coupures d'eau. L'eau est donc la priorité n°1 de tous ! Dans ce contexte, la question des mines reste secondaire. Pourtant le comité national face aux entreprises minières continue de se mobiliser et d'organiser des rencontres, forums, etc. L'objectif est de donner de la visibilité à tout ce qui se passe.

Afin de construire un mouvement environnementaliste d'ampleur nationale face aux entreprises minières, le comité national a fait des alliances avec le Forum National de l'Eau, avec le Comité Permanent pour la Gestion des Risques et avec le Comité pour la Souveraineté Alimentaire. De cette manière, ensemble, ils se battent pour une réforme constitutionnelle pour le droit à l'eau et à l'alimentation.



C'est finalement au niveau juridique que le conflit a trouvé son issue. L'entreprise Pacific Rim exploitait les mines de métaux, alors qu'un décret présidentiel interdisait leur exploitation. Les entreprises contestaient ce décret, alléguant qu'il était illégal. Le conflit est alors arrivé devant le CIRDI (centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, organisme de la Banque Mondiale) qui, finalement, en 2016, a donné raison à l'Etat salvadorien contre les entreprises privées. Début 2017, une loi confirme l'interdiction d'exploitation des mines de métaux.

Un bilan de cette démarche montre des formes d'incidence politique à différents niveaux :



POLITIQUES
PUBLIQUES

- ▶ **MALGRÉ UN CONTEXTE PEU PROPICE, OBTENTION D'UNE LOI CONTRE L'EXPLOITATION DES MINES DE MÉTAUX**



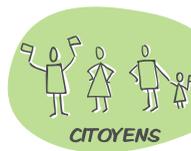
ÉLUS
POLITIQUES

- ▶ **APPUI DU GOUVERNEMENT – ET DE MANIÈRE PLUS SPÉCIFIQUE DU PRÉSIDENT – AUX ENJEUX DE LA SOCIÉTÉ CIVILE**



RELATIONS
ENTRE ACTEURS

- ▶ **IMPORTANTE MOBILISATION ENTRE DIVERS MOUVEMENTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE, Y COMPRIS DE PERSONNES NON DIRECTEMENT CONCERNÉES**



CITOYENS

- ▶ **DÉMONSTRATION QUE LA MOBILISATION PEUT CONTRIBUER À FAIRE ÉVOLUER LES POSITIONS D'AUTRES ACTEURS**

CLÉS POUR L'INCIDENCE POLITIQUE À PARTIR DE LA DÉMARCHE MENÉE AU SALVADOR

- * **Réunir différentes luttes et mouvements** en créant des synergies entre des mobilisations diverses et en trouvant des bannières communes : dans ce cas, l'eau, la santé et la sécurité alimentaire ; ce qui oblige à connecter/croiser les revendications et à dépasser les questions sectorielles/thématiques avec une vision plus large.
- * **Travailler avec les personnes concernées, mais aussi avec d'autres pour trouver de nouveaux soutiens** : trop souvent les actions développées se limitent aux "personnes concernées", mais dès qu'on aborde des questions de société et de fonctionnement collectif, on voit tout l'intérêt et l'importance d'y associer d'autres groupes/personnes.
- * **Développer des liens et articulations avec des mouvements internationaux** : d'une part, pour montrer qu'on n'est pas seul dans la situation, mais aussi pour profiter de la voix/force d'autres groupes/organisations/institutions.
- * **Mener une démarche résolument collective qui associe actions de sensibilisation/éducation du public avec un fonctionnement interne de décisions partagées** : la notion de mouvement collectif est centrale, tant dans la manière d'apparaître publiquement, que dans les modes de planification et de prise de décision entre tous les membres.

CONCERTATION POUR L'AMÉNAGEMENT DES ABORDS DU FLEUVE OZAMA ET DE LA RIVIÈRE ISABELA À SANTO DOMINGO, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

UNE OCCASION À SAISIR POUR ÊTRE À LA TABLE
DES INVESTISSEURS ET DÉCIDEURS

Depuis 1979, Copadeba est une fédération de comités de quartier de la ville de Santo Domingo, capitale de la république dominicaine. Au fur et à mesure de son action, elle s'est dotée d'une équipe technique (architectes...) pour pouvoir mieux répondre aux enjeux des quartiers populaires. A la fin des années 80, l'équipe technique se constitue en ONG indépendante, Ciudad Alternativa (ville alternative). Depuis cette date et jusqu'à aujourd'hui, la fédération de quartiers Copadeba fait partie de l'équipe de direction de l'ONG Ciudad Alternativa. On peut donc parler d'une alliance historique entre des groupes de base et une ONG plus technique.

Tout au long de leurs histoires, Copadeba et Ciudad Alternativa ont soutenu les habitants installés au bord du Rio Ozama, large fleuve qui traverse toute la ville. En 2013, les deux organisations signent une convention avec le gouvernement dominicain et le district national (territoire au statut spécifique qui accueille la capitale Santo Domingo et le siège du gouvernement national) pour développer un processus de concertation et de développement local intégré dans le bassin formé par le fleuve Ozama et son affluent la rivière Isabela. S'en suit, d'une part, une série de rencontres avec les groupes d'habitants, d'autres réseaux citoyens et les autorités ; d'autre part, la constitution d'une plateforme au sein de la société civile.

Alors que ce processus se met en place, apparaît en 2014 la "Coalition Río" composée d'entreprises privées qui souhaitent utiliser l'espace du fleuve pour en faire une ville fluviale, un pôle touristique. Sans se soucier de la dynamique en cours avec la société civile, cette coalition envoie une proposition de décret au président dominicain pour obtenir l'autorisation "d'assainir" cette zone. L'ONG Ciudad Alternativa a été sollicitée par la coalition pour s'associer à la démarche des entreprises et a même participé à plusieurs rencontres avec eux ; mais elle a refusé de faire partie de la Coalition Río, étant donné que les finalités des deux dynamiques étaient profondément différentes.



Finally, the president issued a new decree in June 2014 establishing a presidential commission that brings together all the concerned actors (businesses, civil society, local and central public powers) with the responsibility of producing collectively a strategic plan for the hydrographic basin formed by the Ozama river and the Isabela river.

Copadeba and Ciudad Alternativa are in the foreground and jump on the occasion to put to profit all the work realized up to now, but this time in the service of a project of much larger scope since it is about defining the issues for the city and for the place of this hydrographic basin. The work of the commission is characterized notably by the definition of a strategic plan 2015-2030, accompanied by actions of short term (already realized or in progress) that have been identified within the framework of the first dynamic coordinated by Copadeba and Ciudad Alternativa before the arrival of the Coalition Río.

A balance of this démarche shows forms of political incidence at different levels :



► **INNOVATION DANS LA MANIÈRE DE PENSER LA VILLE PUISQUE LE PRÉSIDENT A CHOISI DE DÉPASSER LES INTÉRÊTS DES UNS ET DES AUTRES, EN IMPOSANT UN LARGE PROCESSUS DE CONCERTATION MULTI-ACTEURS, MAIS CELA ARRIVERA-T-IL À FAIRE JURISPRUDENCE EN S'IMPOSANT ET EN MODIFIANT LES LOIS À L'AVENIR ?**



► **APPUI DU GOUVERNEMENT AUX ENJEUX DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET MISE AUTOUR DE LA TABLE DES DIFFÉRENTS NIVEAUX DE POUVOIR (ÉTAT NATIONAL, DISTRICT NATIONAL, TROIS MAIRIES CONCERNÉES)**



► **LA COMMISSION PRÉSIDENTIELLE OBLIGE À DIALOGUER ENTRE ACTEURS GÉNÉRALEMENT PEU OU PAS HABITUÉS À SE RENCONTRER, COMME LE SECTEUR PRIVÉ AVEC LES ORGANISATIONS SOCIALES**



► **MÊME SI LA CONCERTATION IMPLIQUE LES REPRÉSENTANTS DES ORGANISATIONS SOCIALES, CELA MONTRE L'IMPORTANCE DE LA MOBILISATION SUR LE LONG TERME ET LE TRAVAIL POLITIQUE MENÉ DANS LES QUARTIERS COMME INGRÉDIENT FONDAMENTAL DE LA CONCERTATION**

CLÉS POUR L'INCIDENCE POLITIQUE À PARTIR DE L'EXPÉRIENCE MENÉE À SANTO DOMINGO

- * **S'appuyer sur un travail de mobilisation permanente** par le biais d'acteurs impliqués sur le long terme ; ici par le biais d'un duo particulièrement percutant avec Copadeba, la fédération de comités de quartier, et l'ONG Ciudad Alternativa.
- * **S'organiser en acteur collectif pour augmenter ses capacités d'action et construire une base plus forte d'action et de réflexion** : la plateforme constituée pour le travail sur le bassin hydrographique regroupe des comités, un réseau d'acteurs urbains, un collectif d'organisations locales...
- * **Activer les relations créées au fil du temps** : de nombreuses personnes sont passées par Copadeba et Ciudad Alternativa et s'y sont formées ; plusieurs d'entre elles, aujourd'hui dans différents espaces du gouvernement, ont gardé une sensibilité aux questions des quartiers populaires, ce qui a encouragé la réalisation de la première dynamique avec Copadeba et Ciudad Alternativa, puis celle de la commission présidentielle avec tous les acteurs.
- * **Oser s'engager dans un changement de posture**, en ouvrant le dialogue avec des acteurs qui défendent d'autres intérêts, en dépassant les préjugés et en faisant confiance à la capacité de construire collectivement des solutions et perspectives, comme le montre la commission présidentielle qui force à croiser les visions des différents acteurs.
- * **Lier la construction d'un plan stratégique de long terme avec un plan d'actions immédiates** : si le terme "concertation" rime souvent avec processus longs et réservés à certains, l'expérience de Santo Domingo montre un chemin alternatif qui permet de tester ensemble de "petites" réalisations, d'identifier des manières de financer des actions et de montrer que le processus de changement est en marche.



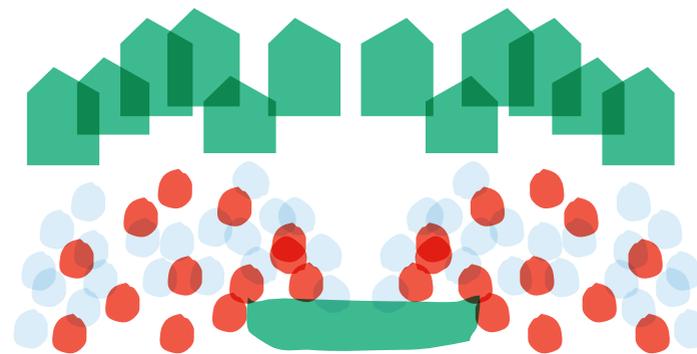
MOUVEMENTS CITOYENS ET PRESSION POLITIQUE CONTRE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE CETA

UNE MOBILISATION FÉDÉRATRICE, CONTAGIEUSE ET MULTIFORME

En 2009 commençaient les négociations entre l'UE et le Canada autour du CETA (Accord Économique et Commercial Global) – le premier d'une nouvelle génération de traités de libre-échange visant non seulement à baisser les droits de douanes, mais à aligner les réglementations et normes non-tarifaires pour favoriser le commerce et l'investissement. Cinq ans plus tard, en 2014, il était conclu, attendant finalement d'être signé puis ratifié.

Le traité se négociant dans la plus grande opacité et sans débat public, il est resté pendant plusieurs années totalement inconnu du grand public, ce qui aurait pu être le cas jusqu'au bout du processus si quelques organisations et lanceurs d'alerte n'avaient pas commencé en 2011 à s'y intéresser. Les analyses qu'ils en donnent dès le départ sont inquiétantes et convergent toutes vers une même idée : le CETA et son grand frère le TTIP (Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement, négocié entre les USA et l'UE depuis 2013) sont une menace pour nos normes sociales, environnementales et alimentaires, en plus de donner plus de pouvoir aux lobbies et aux multinationales au détriment des États.

Les lanceurs d'alerte réalisent peu à peu l'urgence d'ouvrir un débat public sur la question, en informant les citoyens, parlementaires et élus, pour pouvoir interpellier nos gouvernements et bloquer les traités. La mobilisation et sensibilisation citoyennes commencent donc à s'organiser dès 2013 par un travail de fourmis, et atteignent leur apogée en 2016 quand de nombreuses organisations de la société civile décident de faire de la résistance aux traités de libre-échange leur cheval de bataille. Et si c'est initialement le TTIP qui était sous le feu des projecteurs, on se rendra rapidement compte que le CETA, caché dans l'ombre, constitue la menace la plus imminente. La mobilisation va alors se recentrer sur la signature de ce traité en octobre 2016, suivant de près l'agenda politique pour trouver le moment adéquat pour se faire entendre.



Pendant les mois qui précèdent la signature, le travail de sensibilisation s'accroît, entre autres, via la création d'une plateforme nationale "Stop TTIP CETA" rassemblant une étonnante diversité d'organisations : syndicats, mutuelles, organisations de coopération au développement, associations d'agriculteurs, de protection de l'environnement, de protection des consommateurs... Une campagne de communication est lancée, les outils pour vulgariser et rendre accessibles les enjeux du CETA et du TTIP se multiplient, ainsi que les occasions d'en parler publiquement. La résistance aux accords s'équipe même d'un chant fédérateur, "Do you hear the people sing", scandé sans retenue lors de chaque action par les "citoyens en colère". Les modes d'actions se diversifient, comme :

- * Les "CETA Hang Over" (et TTIP Game Over) : mouvement de désobéissance civile porté par des citoyens proposant de résister aux accords via un jeu collaboratif organisé en rounds d'actions directes telles que : détourner un écran publicitaire, remplacer les publicités par des affiches "No more Negotiations", accrocher des banderoles à une grue, envahir un lobby déguisés en animaux, etc. Un mouvement qui suscite l'enthousiasme autour de l'idée d'"alegria militante", résister avec humour et créativité !
- * Flashmob Stop TTIP/CETA : un groupe de chanteurs qui perturbent, voire empêchent les conférences de protagonistes pro-CETA-TTIP en usant simplement de leurs voix.
- * Le mouvement "Communes hors-TTIP/CETA" qui encourage et outille les citoyens pour interpeller leurs élus locaux et faire passer une motion déclarant leur commune hors-TTIP.

La mobilisation atteint son apogée le 20 septembre 2016 lorsque 15.000 citoyens belges, mobilisés via tous les canaux cités ci-dessus, se rassemblent dans les rues de Bruxelles pour dire ensemble "Stop CETA-TTIP". Le moment de la signature venu, entre autres grâce à l'ampleur de la mobilisation citoyenne qui n'a fait que grandir jusque là, Paul Magnette, ministre-président de la Wallonie, refuse de donner son accord à la Belgique pour signer le traité, bloquant alors l'entièreté du processus pour toute l'Union européenne. Suite à d'intenses pourparlers entre la Wallonie et le gouvernement belge, un accord intra-belge est trouvé : la Wallonie donne son accord pour signer mais à quelques conditions (dont celle de saisir la Cour de Justice de l'UE sur la compatibilité du mécanisme d'arbitrage des différends entre multinationales et états, avec les traités européens).

En février 2017, en dépit de la mobilisation citoyenne belge et européenne (dont 350.000 manifestants à Berlin et 3,5 millions de signataires à l'Initiative Citoyenne Européenne), le traité est finalement approuvé par les députés du Parlement européen et entre en application provisoire quelques mois plus tard.

Même si les dés ne sont pas encore jetés puisque le traité peut encore être bloqué lors de l'étape ultime (ratification dans les 38 parlements nationaux et infranationaux des 28 états membres), un prochain refus de la Belgique pourrait amener un nouveau blocage européen généralisé et encourager d'autres pays à agir de la même façon !

Un bilan de cette démarche montre des formes d'incidence politique à différents niveaux :



► **COMBAT FÉDÉRATEUR EN BELGIQUE, AVEC UNE MOBILISATION TRÈS RÉUSSIE EN TERMES DE RÉSISTANCE ET PARTICIPATION DES MOUVEMENTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE VERS LES DIRIGEANTS POLITIQUES, PROUVANT AUX CITOYENS QUE LEURS ARGUMENTS PEUVENT TOUT-DE-MÊME ÊTRE ENTENDUS, À UNE CERTAINE ÉCHELLE EN TOUT CAS...**



► **GRÂCE AU TRAVAIL DE LONGUE HALEINE CONTRE LE TTIP ET LE CETA, DES ÉLUS QUI JUSQUE-LÀ APPROUVAIENT LES TRAITÉS DE COMMERCE SANS VÉRITABLE ANALYSE ONT COMMENCÉ À EN COMPRENDRE LES ENJEUX ET, POUR UNE PARTIE D'ENTRE EUX AU MOINS, À LES QUESTIONNER.**

► **BLOCAGE DE LA SIGNATURE DU TRAITÉ PENDANT UNE SEMAINE, CE QUI A PERMIS AU GOUVERNEMENT WALLON DE NÉGOCIER QUELQUES AMÉNAGEMENTS.**



► **CRÉATION D'UNE PLATEFORME NATIONALE RASSEMBLANT DES ACTEURS DIVERSIFIÉS ET PAS FORCÉMENT HABITUÉS À TRAVAILLER ENSEMBLE, TOUS AYANT DÉCIDÉ DE DÉPASSER LEURS CLIVAGES POUR PORTER ENSEMBLE LEUR COMBAT CONTRE LE TTIP ET LE CETA.**

► **CONVERGENCE ENTRE DES MOYENS D'ACTION DIFFÉRENTS MAIS COMPLÉMENTAIRES : D'UN CÔTÉ LE TRAVAIL DE PLAIDOYER POLITIQUE ET DE MOBILISATION CITOYENNE VIA LES ORGANISATIONS, DE L'AUTRE LE MOUVEMENT DE DÉSOBÉISSANCE CIVILE PORTÉ PAR DES CITOYENS.**



► **OUVERTURE D'UN RÉEL DÉBAT DÉMOCRATIQUE SUR UN ACCORD COMMERCIAL EUROPÉEN (DÉBAT QUI S'EST OUVERT ENSUITE DANS D'AUTRES PAYS MONTRANT UNE ÉMULATION CITOYENNE PUBLIQUE).**

► **POUVOIR D'ACTION COLLECTIF REPRIS PAR LES CITOYENS, CAR POSSIBILITÉ D'AGIR DE FAÇON CONCRÈTE ET À LEUR ÉCHELLE (MÉCANISMES DE COMMUNES HORS-TTIP-CETA, ACTIONS DÉSOBÉISSANTES...).**

► **DÉVELOPPEMENT D'UNE MASSE CRITIQUE MIEUX INFORMÉE ET ALERTE QUANT AUX DANGERS DU LIBRE-ÉCHANGE DÉBRIDÉ VIA UN TRAVAIL D'ÉDUCATION PERMANENTE MINUTIEUX ET CONTINU**



LE 20 SEPTEMBRE 2016,
15.000 CITOYENS,
MOBILISÉS VIA
DIFFÉRENTS CANAUX, SE
RASSEMBLENT DANS
LES RUES DE BRUXELLES
POUR DIRE ENSEMBLE
"STOP CETA-TTIP".

CLÉS POUR L'INCIDENCE POLITIQUE À PARTIR DE L'EXPÉRIENCE MENÉE EN BELGIQUE

- * Diversifier les modes d'action autour d'un objectif et d'un combat commun pour mobiliser un éventail de personnes différentes, chacun y trouvant une façon d'agir lui convenant !
- * Allier le travail de plaidoyer politique avec des démarches d'éducation populaire pour que le combat prenne vie dans des couches diversifiées de la population et que la pression politique soit portée par un vrai contre-pouvoir informé et critique.
- * Trouver les points de convergence entre des luttes a priori distinctes et dépasser certains clivages pour se renforcer collectivement et former un front commun.
- * Maintenir une "veille citoyenne" permanente par rapport aux décisions que prennent les gouvernements pour agir à temps et créer le débat public.
- * Permettre aux citoyens de reprendre un pouvoir d'action direct, accessible et local, pour que chacun puisse se sentir concerné et capable d'agir avec ses moyens pour amener le changement.
- * Travailler dans la durée : cette campagne n'aurait pas pu fonctionner sans un travail d'alliances, d'analyse et de plaidoyer mené très en amont.
- * Construire un discours argumenté et crédible qui permet que les politiques écoutent les mouvements citoyens parce qu'ils maîtrisent les enjeux des accords via un argumentaire bien ficelé reposant sur une analyse développée depuis longtemps.

ÉCLAIRAGES ET QUESTIONNEMENTS POUR NOS PRATIQUES AU REGARD DE CES EXPÉRIENCES

Ce détour par plusieurs expériences nées dans des contextes très différents permet de prendre un peu de recul, de se décentrer, puis de revenir à notre réalité avec un autre regard et un nouvel angle d'approche.

Il s'agit de démarches, d'expériences, de mobilisation dont nous avons croisé la route en Amérique Latine et en Belgique et que nous avons trouvé parlantes. Ce qui en fait la force, c'est que ce sont des récits construits à partir de contacts avec des acteurs qui y sont directement impliqués et qui présentent leur vision des processus d'incidence.

La dernière partie de ce document propose quelques pistes pour analyser nos propres pratiques d'incidence politique inscrites dans des processus de participation et identifier quelques manières de faire.

PREMIÈRE SYNTHÈSE DE "CLÉS" IDENTIFIÉES POUR UNE INCIDENCE POLITIQUE

> Par rapport au contexte :

- * profiter d'éléments extérieurs, d'une situation internationale (comme l'annulation de la dette au Honduras), saisir les opportunités, l'émergence d'un projet, la mise en place d'un espace de concertation ;
- * identifier des moments stratégiques pour agir (par exemple, la signature du traité CETA), ce qui peut nécessiter une "veille citoyenne".

> Sur la manière de mobiliser les acteurs de l'incidence

- * tisser des liens et encourager les alliances, y compris internationales, en veillant à dépasser les clivages : réseau des commissions de transparence au Honduras, convergence des luttes et mouvements au Salvador, plateforme des organisations à Santo Domingo, plateforme "Stop TTIP-CETA" ;

- * ne pas se limiter aux personnes concernées par la situation qu'on veut faire évoluer, mais sensibiliser d'autres personnes (au Salvador, sensibilisation de communautés non affectées par l'extraction des mines de métaux) et diversifier les modes d'actions pour inciter la participation d'autres personnes (le CETA) ;
- * construire la stratégie et les décisions d'action de manière collective, en associant les différents protagonistes (volonté affirmée au Salvador de ne pas donner le leadership à un seul acteur).

> Sur la forme de mener la démarche d'incidence

- * chercher à établir le dialogue, notamment en allant vers les instances politiques, les administrations, le secteur privé de grande ampleur (comme le montret, chacune à sa façon, les expériences latino-américaines), ce qui implique parfois de l'audace et de l'ouverture ; dans certaines circonstances, le dialogue ne suffisant pas, d'autres formes de pression peuvent être nécessaires (jusqu'à la désobéissance civile, comme avec le CETA) ;
- * montrer à la société que petit à petit des changements sont possibles : les avancées en termes de transparence au Honduras sont autant de pas qui tracent le chemin de l'incidence en profondeur ; envisager des actions visibles à court terme comme à Santo Domingo ; encourager le pouvoir d'agir de chacun, y compris localement, avec le CETA ;
- * s'appuyer sur des acteurs et méthodes encourageant un travail de formation politique (comme la fédération de comités de quartier à Santo Domingo, la formation au sein des commissions de transparence au Honduras ou l'éducation populaire menée dans le cadre du CETA en Belgique).

Ces quelques points ne sont pas des recettes toutes faites à appliquer, mais comme nous l'avons montré, différentes clés qui peuvent être activées pour produire de l'incidence.

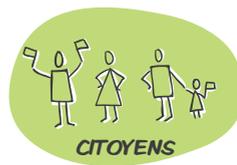
Dans nos expériences, quelles sont les clés qu'on met en œuvre pour provoquer de l'incidence et les pratiques passées en ont-elles fait apparaître d'autres ?

LES DIFFÉRENTS "CHAMPS" DE L'INCIDENCE POLITIQUE

Les exemples nous montrent que l'incidence politique, telle qu'abordée dans ce document, ne se produit pas de manière linéaire et oblige à prendre différents paramètres en compte.

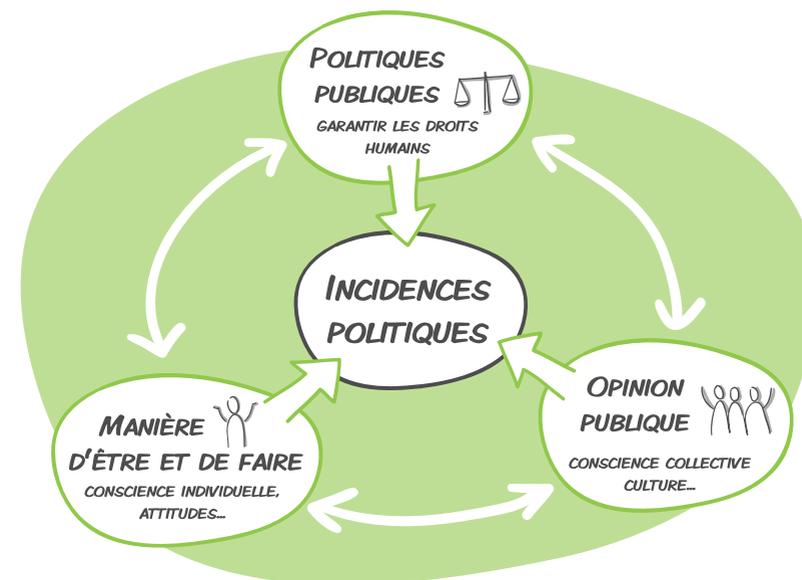
Chaque exemple présenté souligne différentes formes d'incidence :

- * au niveau des politiques publiques et de leur mise en œuvre,
- * au niveau des élus politiques,
- * au niveau des relations entre les acteurs,
- * au niveau des citoyens.



Ces différentes formes mettent en avant la dimension **centrée sur la personne**. Même si l'incidence est analysée en termes de politiques publiques, on se rend rapidement compte que celles-ci dépendent, non seulement du projet ou du programme visé, mais aussi de l'attitude, du bon vouloir et des envies des élus politiques. Or ceux-ci ne sont pas seuls, ils agissent aussi sous la pression d'autres élus, des acteurs de la société, qu'il s'agisse des mouvements citoyens, des entreprises privées, des associations... Tout cela remet la dimension humaine au premier plan, puisqu'il s'agit avant tout de la conscience de chacun.

De cette manière, les expériences d'incidence font apparaître trois champs principaux :



Ces trois champs sont totalement interconnectés et les expériences montrent combien **l'incidence politique agit rarement - voire jamais - sur un seul de ces champs**. Il s'agit d'un processus plus complexe qui - selon les cas - peut partir d'une initiative politique pour aller vers de la conscience collective et individuelle, ou inversement.

Par exemple, la nécessité de recycler est aujourd'hui de plus en plus ancrée dans les mentalités ; pourtant elle n'est pas née de politiques publiques, mais de personnes et initiatives qui ont montré la nécessité et l'importance du recyclage. Après des nombreuses années de combats et campagnes de sensibilisation menées par des associations et mouvements citoyens, il existe aujourd'hui des politiques et des investissements publics qui incitent au recyclage et sanctionnent ceux qui ne le font pas. Même si beaucoup de chemin reste à parcourir, on voit que les attitudes individuelles ont largement évolué.

D'AUTRES SPHÈRES STRATÉGIQUES À IDENTIFIER

L'exemple du recyclage, comme bien d'autres, montre l'importance du temps nécessaire, puisqu'il s'agit rarement d'un processus court. La réflexion menée avec plusieurs acteurs sur des démarches d'incidence a permis d'élargir les trois champs mentionnés ci-dessus à d'autres sphères qui peuvent avoir une influence stratégique dans les processus d'incidence.

MÉDIAS ET MOYENS DE COMMUNICATION
MANIÈRE DE TRANSMETTRE, DE CRÉER DES DÉBATS...

D'une part, il est clair que l'opinion publique est largement influencée par les **médias**. Si les exemples latino-américains présentés auparavant ne parlent pas des médias, c'est vraisemblablement parce qu'ils sont difficilement accessibles et souvent aux mains de groupes aux intérêts peu soucieux de l'ensemble de la société. Cela nous amène aussi à poser la question des médias de communication en Europe : jusqu'à quel point sont-ils des moteurs de transformation sociale ? Et comment les médias alternatifs arrivent-ils à toucher plus largement que le seul public de convaincus ?

SECTEUR PRIVÉ
MANIÈRE DE PRODUIRE, D'EXPLOITER...

D'autre part, dans un monde largement dominé par la logique libérale et productiviste, **le secteur privé des grandes entreprises** opère une énorme influence sur les modes de pensée et surtout sur les manières de construire les politiques publiques. Ici aussi on retrouve la dimension individuelle où l'on voit que ce sont souvent les mêmes personnes qui sont aux commandes politiques et impliquées dans les intérêts du secteur privé de grande ampleur. On ne parle pas ici des petites et moyennes entreprises qui cherchent à produire d'une autre manière.

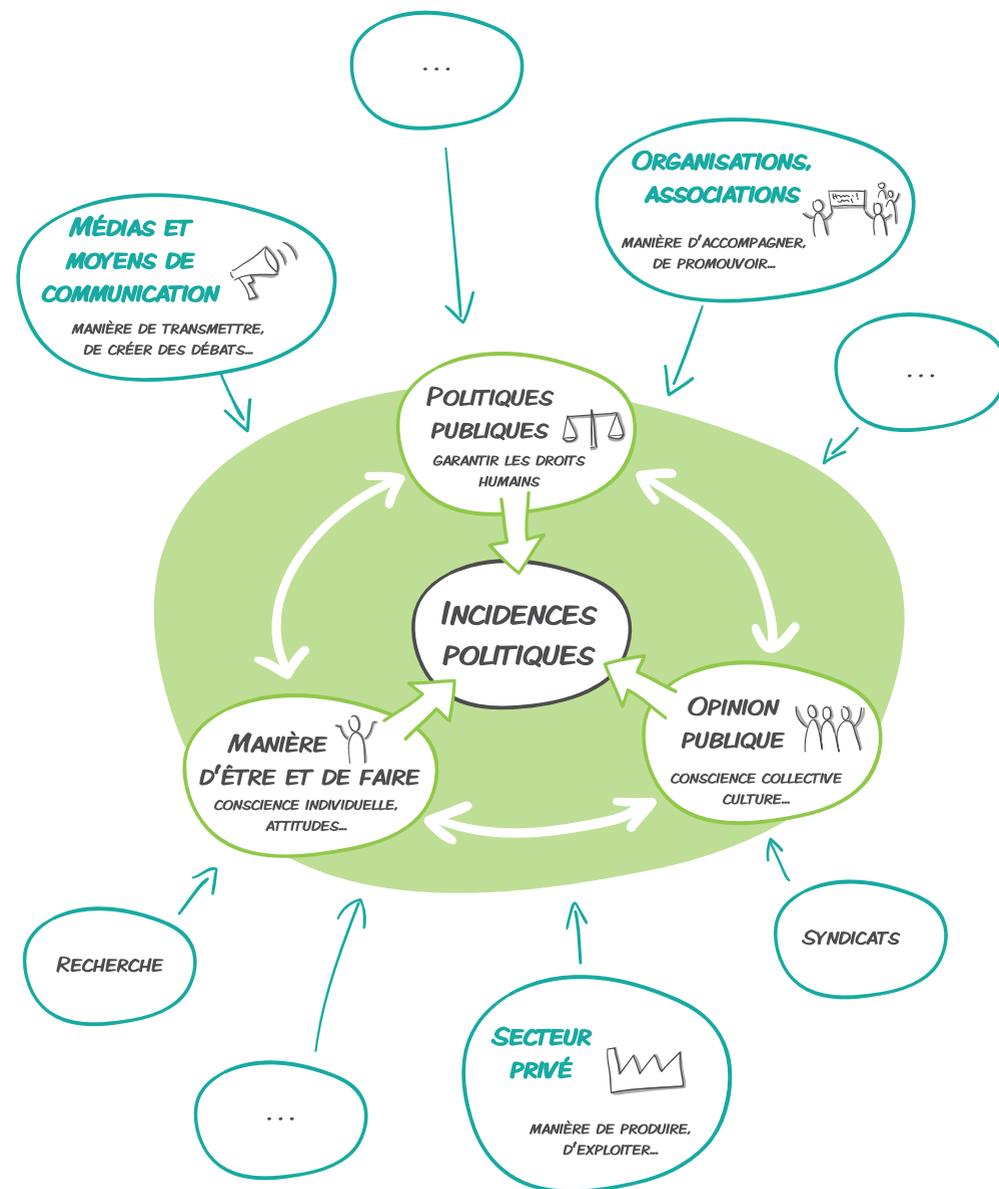
ORGANISATIONS, ASSOCIATIONS
MANIÈRE D'ACCOMPAGNER, DE PROMOUVOIR...

Enfin, au sein de nos **organisations et associations**, il est parfois bien difficile de mettre en pratique nos propres valeurs et combats pour une incidence politique. Plusieurs personnes soulignent en effet la difficulté qu'elles ont à faire vivre en interne les idées prônées à l'extérieur. Du coup, il semble important d'envisager nos espaces de travail et nos organisations de la société civile comme lieux privilégiés où promouvoir les formes d'incidence politique.

Avec ces réflexions, il nous semble nécessaire de montrer combien les champs dans lesquels et au travers desquels nous menons nos actions d'incidence politique sont influencés par ces 3 autres sphères. Mais ce ne sont pas les seules ; par exemple, lors de certaines rencontres, on a aussi évoqué l'importance du monde académique et des chercheurs, voire celui des syndicats ou des ordres professionnels, etc.

D'autres champs sont donc importants à identifier et nous invitons chacun à établir son panorama des champs utiles/intéressants pour développer une véritable incidence politique.

C'est donc dans l'interaction des 3 champs principaux et des influences opérées par ces autres sphères que s'opère l'incidence politique. Il n'existe pas un seul chemin, mais certainement de nombreux facteurs que nous commençons à identifier grâce à l'analyse d'expériences diverses.



L'INCIDENCE : DE QUI ? ET AVEC QUI ?

Les paragraphes précédents ont permis de répondre à la question « *sur qui cherche-t-on à avoir de l'incidence ?* ». Néanmoins, une préoccupation majeure dans les processus d'incidence politique concerne les questions : « *qui est à l'origine ?* » et « *avec qui mener le processus d'incidence ?* ».

Premièrement, les expériences analysées – et le positionnement-même de ce document – partent du postulat qu'il s'agit d'organisations de la société civile qui cherchent à transformer la société, généralement à partir d'une situation problématique et qui génère de l'exclusion. C'est pour cette raison qu'elles mènent des démarches qui visent une incidence politique. Ensuite, toutes les expériences soulignent l'importance de l'ampleur donnée au processus en cherchant à constituer des réseaux, des collectifs, des plateformes.

Il est donc essentiel de se poser la question de qui sont les porteurs de la démarche et quelle place est donnée aux organisations de base et aux citoyens.

Par ailleurs, l'expérience de concertation à Santo Domingo montre l'importance de la diversité des acteurs et la nécessité d'arriver à dialoguer avec des acteurs qui ne sont pas des partenaires habituels. On retrouve ici le besoin de penser l'incidence comme une démarche multi-acteurs qui cherche à faire évoluer les mentalités par le dialogue et le croisement des opinions.

Dans la pratique, cela pose la question de comment on met autour de la table des acteurs institutionnels, privés – avec lesquels on n'a pas de contact régulier – et comment on arrive à un vrai débat, sans langue de bois.

Dans plusieurs contextes, on observe l'importance d'un appui international, qu'il s'agisse de gouvernements étrangers (remise de la dette au Honduras), d'institutions internationales (la banque mondiale au Salvador), voire d'appuis de la coopération internationale qui permettent une certaine latitude d'action. Ces appuis peuvent être d'ordre symbolique ou financier, voire s'inscrire dans des rapports de force.

À QUEL(S) MOMENT(S) : EN AMONT, PENDANT, EN AVAL ?

De manière générale, on peut chercher à changer quelque chose qui existe déjà (rendre effective ou adapter une mesure déjà adoptée mais pas mise en œuvre, modifier un mode de faire...) ou penser une nouvelle manière d'être et de faire, ce qui implique souvent un changement plus en profondeur.

La question du moment de l'incidence apparaît alors de manière stratégique. Si l'on parle de politiques publiques, on peut envisager :

- * une incidence qui vise la conception de nouvelles politiques publiques, par exemple en élaborant de nouvelles réglementations ;

- * une incidence qui cherche la mise en œuvre de politiques publiques pour les rendre effectives, par exemple par l'établissement de normes et règlements ;
- * une incidence qui fait le suivi des politiques publiques, en menant des démarches de contrôle et évaluation de ce qui est réalisé.

Par exemple, les commissions de transparence au Honduras se sont clairement positionnées en aval en assurant un suivi de l'utilisation des finances publiques. Pourtant aujourd'hui, elles essayent de mettre en place des budgets participatifs pour agir aussi en amont en prenant part à l'élaboration des budgets.

Trouver l'opportunité du meilleur moment en lien avec ce que l'on cherche à transformer constitue un défi important.

La démarche menée à Santo Domingo souligne l'intérêt d'allier une incidence qui agit sur le long terme (plan stratégique à l'horizon 2030) avec des actions à court terme pour donner de la visibilité et rendre la démarche concrète.

Cet exemple montre l'importance de pouvoir à la fois se projeter en termes d'avenir et à la fois traduire cette perspective en "petits" changements immédiats ou quotidiens.

ET AVEC QUELLE ATTITUDE ?

Peut-être qu'à la lecture de ce texte apparaît une impression assez "mécanique" de l'incidence, comme s'il suffisait d'appliquer certaines manières de faire... Si tel était le cas, il suffirait de quelques manuels méthodologiques pour arriver à faire de toutes les démarches de participation des espaces de transformation sociale.

Et pourtant la pratique montre combien la dimension humaine est fondamentale et nécessite une attention toute particulière. Raconter des expériences est bien sûr fondamental, mais encore faut-il y inclure l'attitude qui y a été développée, la manière d'être et de faire des uns et des autres.

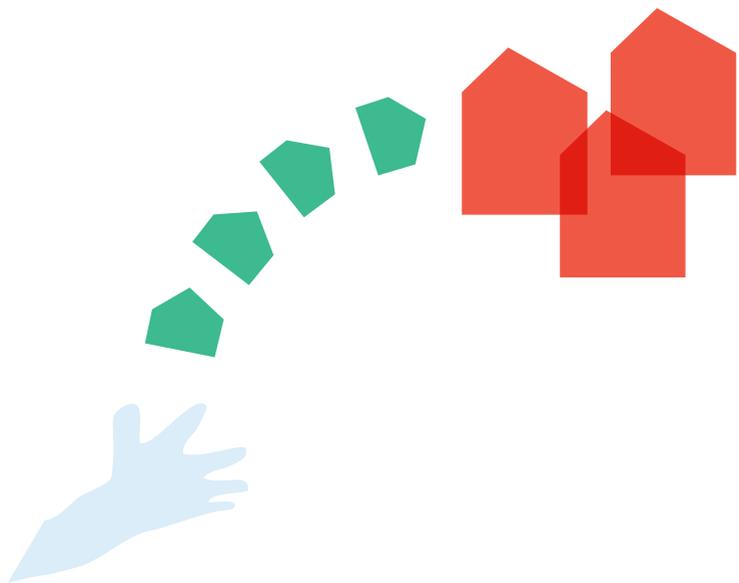
Ce point nécessitera d'autres approfondissements car il nous semble que développer des actions d'incidence ne se fait pas seulement de manière intellectuelle avec la tête ; il s'agit aussi d'émotions, d'images créées publiquement, avec des histoires collectives... On observe notamment que des histoires individuelles chargées d'émotion et rendues publiques ont parfois un impact plus fort que des processus de mobilisation collective. Nous ne cherchons pas ici à prôner la télé réalité ou le voyeurisme, mais cela pose question quant à la manière de transmettre les messages de l'incidence et souligne, une fois de plus, l'importance de la dimension personnelle.

UNE INVITATION POUR LA SUITE

Ce premier texte autour de l'incidence politique montre par le biais de quelques expériences qu'il est important d'approfondir nos capacités à faire bouger les lignes et à contribuer à des transformations sociales.

Nous sommes persuadés qu'en tirant collectivement des fils à partir d'expériences, nous allons pouvoir mieux identifier les clés de réussite, mais aussi les manières d'être qui encouragent leur efficacité. Peut-être faudrait-il arriver à mettre en place un site ou un journal de "bonnes nouvelles" qui, tout en documentant des expériences, permettrait de générer un enthousiasme et une confiance collective dans nos capacités à faire évoluer la société ?

Alors, venez partager vos expériences, d'ici ou d'ailleurs et créons ensemble cette énergie enthousiasmante pour atteindre l'incidence que nous souhaitons.



« L'INCIDENCE NE SE FAIT PAS SEULEMENT DE MANIÈRE INTELLECTUELLE AVEC LA TÊTE ; IL S'AGIT AUSSI D'ÉMOTIONS, D'IMAGES CRÉÉES PUBLIQUEMENT, AVEC DES HISTOIRES COLLECTIVES... »





Depuis sa création en 1998 à partir d'expériences menées au Brésil, l'association Periferia porte le projet d'une démocratie participative, en veillant à promouvoir la diversité des capacités de chaque acteur et à rééquilibrer les pouvoirs d'influence des différents acteurs sur/dans les espaces de prise de décisions.

Pour ce faire, Periferia met en place et anime des espaces publics de débat, c'est-à-dire des ateliers et des rencontres multi-acteurs, qui visent à construire collectivement des projets, des actions, des démarches, toujours en lien avec la vie en société et les modes d'organisation collectifs. De cette manière, l'association cherche à influencer les décisions en intégrant divers points de vue et en veillant plus particulièrement aux acteurs généralement oubliés.

Elle agit également à travers des accompagnements et appuis méthodologiques de structures diverses (associations, collectifs, institutions et administrations publiques), des formations et la production de publications à vocation pédagogique dans le cadre du décret de l'Éducation Permanente.

**RETROUVEZ ET TÉLÉCHARGEZ GRATUITEMENT
CETTE PUBLICATION AINSI QUE TOUTES LES AUTRES
SUR WWW.PERIFERIA.BE**



Une publication de Periferia dans le cadre de l'Éducation permanente